



La crise irakienne menace de déclencher une guerre dans toute la région

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 16 juin 2014

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Après avoir pris Mossoul, la seconde plus grande ville d'Irak avec une population de près de 2 millions d'habitants, l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL), une milice sunnite issue d'Al Qaïda, a poursuivi son offensive, prenant Tikrit, ville natale de l'ex-dirigeant irakien Saddam Hussein, ainsi que plusieurs autres villes de la vallée du Tigre, et se dirige à présent vers Bagdad.

Le gouvernement du premier ministre Nouri al-Maliki a lancé les forces spéciales irakiennes ainsi que des volontaires issus de la population chiite sur une ligne de défense au Nord de la capitale dans l'espoir de briser l'avancée de l'EIL.

Les États-Unis commenceraient à évacuer une partie des milliers de militaires et d'employés des services du renseignement déployés dans le pays, et il y a des discussions sur ce que sera le sort de l'énorme ambassade américaine à Bagdad, la plus grande au monde. Ce qui se déroule en ce moment, c'est une débâcle monumentale engendrée par l'ensemble de la politique poursuivie par les gouvernements Bush et Obama depuis plus de dix ans.

La crise menace de plonger l'Irak dans une guerre civile sectaire de la même ampleur que celle provoquée par les États-Unis et leurs alliés dans la Syrie voisine et d'engloutir toute la région dans un conflit sanglant.

Washington qui, il y a seulement deux ans et demi, a mis fin à une décennie d'occupation et de guerre qui a coûté la vie à un million d'irakiens, est inévitablement ramené dans une catastrophe qu'il a lui-même créée.

« Je n'exclus rien, » a déclaré le président Barack Obama jeudi en réponse à une question de reporters de la Maison Blanche sur la possibilité d'une riposte militaire américaine à l'avancée de l'EIL.

Décrivant la crise en Irak comme une « situation d'urgence, » le président américain a déclaré qu'il était clair que le régime irakien du président Nouri Maliki « va avoir besoin de davantage d'aide. »

Un porte-parole de la Maison Blanche s'est empressé de clarifier ensuite le fait que le président Obama ne faisait pas référence au retour des troupes américaines en Irak, pays occupé par l'armée américaine pendant près de neuf ans jusque fin 2011, mais plutôt uniquement à la possibilité de bombardements américains et de frappes de missiles tirés par des drones.

Washington a également promis de dépêcher à l'armée irakienne des missiles Hellfire ainsi que des millions de balles d'armes légères, des centaines d'obus de chars, des grenades, des mitrailleuses et des fusils d'assaut.

Mais il est peu probable que ces armes arrivent en Irak dans les semaines à venir, et l'armée irakienne qu'elles sont censées aider est en état de désintégration. À Mossoul et ailleurs, les soldats irakiens désertent en masse, laissant leurs armes et leurs uniformes sur place, et revêtant des habits de civils pour tenter de fuir les guérillas islamistes.

Une force que l'armée américaine a financée à hauteur de 25 milliards de dollars et entraînée pendant près de dix ans s'est révélée incapable d'arrêter l'avancée de ce que l'on estime n'être que 2000 à 3000 combattants de l'EIL. Des vidéos affichées en ligne montrent les combattants de l'EIL encadrant des colonnes de centaines, sinon de milliers, de soldats prisonniers.



Le régime Maliki, qui a été installé au pouvoir, sous l'occupation américaine, est dans une crise terminale. Le premier ministre, qui a également le titre de commandant suprême de l'armée, ainsi que de ministre de la Défense et de l'Intérieur, a été incapable de former un gouvernement depuis les élections qui se sont déroulées en avril. Jeudi, il a tenté d'organiser une session parlementaire pour faire voter une loi qui impose un état d'urgence dans tout le pays. Aucun vote n'a pu se tenir cependant, le nombre de législateurs assemblés étant bien inférieur au quorum, les partis sunnites, kurdes et chiites rivaux boycottant la session pour s'opposer aux méthodes déjà autocratiques et sectaires employées par Maliki.

L'ampleur de la victoire de l'EIL et de la débâcle des États-Unis et du régime qu'ils ont installé est devenue encore plus claire jeudi, quand les islamistes ont organisé un défilé dans Mossoul montrant des véhicules tout-terrain et des véhicules blindés fournis par les États-Unis, le tout accompagné du survol d'hélicoptères militaires capturés.

Leur capacité à déployer ces appareils est une indication de l'implication de plus en plus importante dans la rébellion des ex-officiers et soldats de l'ancienne armée irakienne, qui avait été démobilisée sous le régime d'occupation américain. Parmi eux, il y aurait Izzat Ibrahim al-Douri, ex-général irakien et vice-président, devenu chef du Parti Baasiste interdit par le pouvoir après l'exécution de Saddam Hussein. Dans certaines des villes qu'ils ont prises d'assaut, l'EIL aurait établi des conseils militaires dirigés par des ex-officiers baasistes qui servent d'autorités locales.

Il y a également eu des scènes de foules célébrant la déroute de l'armée irakienne, qui est considérée depuis longtemps, dans les régions à majorité sunnite de l'Ouest et du Nord du pays, comme une force d'occupation envoyée par le régime chiite hostile.

Ces âpres divisions sectaires ont été fortement exacerbées par la guerre d'agression des

États-Unis lancée en 2003 et par la stratégie du diviser pour mieux régner qu'ils ont appliquée ensuite pendant l'occupation. Ces divisions ont été intensifiées par le régime Maliki, qui a systématiquement œuvré pour exclure la population sunnite du pouvoir et traiter toute opposition politique dans les zones sunnites comme du « terrorisme, » en envoyant l'armée disperser des manifestations pacifiques. Dans la crise actuelle, Maliki a directement lancé des appels au sectarisme chiite, décrivant la lutte contre l'EIL comme une « guerre sainte. »

Il y a des indications de plus en plus manifestes que la crise déclenchée par l'offensive de l'EIL pourrait entraîner la fracture complète de l'Irak, suivant des lignes sectaires et attirer d'autres puissances régionales, tandis que le chaos créé par la série d'interventions impérialistes menace de faire voler en éclats la carte politique existante du Moyen-Orient.

La force militaire kurde, les peshmerga, a pris le contrôle de toute la ville de Kirkouk au nord-est de l'Irak après la débandade de l'armée irakienne là-bas également. La ville, qui est un centre crucial de l'industrie pétrolière irakienne, est divisée entre Arabes, Kurdes et Turkmènes, mais le mouvement kurde l'a toujours revendiquée comme sa capitale. Les autorités d'occupation américaines ont forcé les peshmerga à rendre le contrôle de Kirkouk après qu'ils l'avaient prise durant l'invasion de 2003 et après qu'ils s'étaient opposés à ce que la ville rejoigne la région autonome kurde toute proche.

Les politiciens kurdes à Erbil ont accueilli favorablement l'effondrement de l'armée irakienne comme une « occasion en or » d'incorporer cette capitale stratégique du pétrole dans le Kurdistan irakien. Le gouvernement central irakien va s'opposer à la prise de la ville par les Kurdes, tout comme le feront aussi les autres populations minoritaires et la plupart des autres États de la région.

Entre l'avancée de l'EIL et celle des peshmerga kurdes, le régime de Bagdad pourrait ne conserver qu'à peine un peu plus que la capitale et le cœur de la région chiite au Sud.

Pendant ce temps, la Turquie et l'Iran ont menacé d'intervenir en Irak. Les responsables turcs ont averti qu'il y aura des représailles pour la capture par l'EIL de 49 personnes dans le consulat de Turquie et à Mossoul ainsi que la prise d'otage de 31 camionneurs turcs.

« Tout préjudice causé à nos citoyens et nos employés fera l'objet de représailles les plus sévères, » a prévenu le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, à New York jeudi après avoir annulé sa rencontre aux Nations unies afin de rentrer à Ankara pour gérer cette crise.

À Téhéran, le président Hassan Rouhani a déclaré jeudi que : « l'Iran ne restera pas impassible, et nous ne tolérerons pas ces terroristes. Nous allons intervenir au moment opportun pour combattre le terrorisme dans la région et dans le monde. Comme je l'ai dit précédemment devant l'ONU, cette vague de terreur comprend un message clair pour nous, musulmans, que nos ennemis feront tout leur possible pour inciter à des luttes sectaires et ethniques entre nous. »

D'après des reportages non-confirmés, l'Iran aurait déjà envoyé en Irak une unité de la force Quds de la Garde révolutionnaire pour aider à lutter contre l'EIL, et aurait renforcé ses forces militaires à la frontière irakienne.

Il n'est pas encore certain que Washington intervienne directement en Irak. Le régime Maliki

aurait renouvelé les appels qu'il lance depuis la visite du premier ministre irakien à Washington en novembre dernier pour que les États-Unis lancent des frappes aériennes contre les milices islamistes et les insurgés sunnites.

La réaction du Washington officiel à cette débâcle, dont l'ampleur rappelle celle de la chute de Saïgon il y a près de quarante ans, a été volontairement modérée. Les remarques d'Obama ont été prononcées au cours d'une brève apparition aux côtés du premier ministre australien Tony Abbott. Et, si le porte-parole républicain à la chambre des députés John Boehner s'est moqué jeudi d'Obama qui « fait la sieste » pendant la crise irakienne, il n'a lancé aucun appel à une réaction spécifique à l'offensive de l'EIL.

En grande partie, cette réaction peut s'expliquer par les contradictions et les mensonges flagrants qui émanent des interventions criminelles et téméraires de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Tout en affirmant soutenir Maliki contre les milices islamistes en Irak, Washington soutient ces mêmes forces parce qu'elles sont une armée agissant par procuration dans leurs intérêt dans la guerre sectaire sanglante en vue d'un changement de régime en Syrie. Officiellement, le gouvernement Obama qualifie l'EIL d'organisation terroriste, mais en réalité elle constitue l'une des principales forces combattantes dans la guerre pour renverser Bashar el-Assad.

La prise de Mossoul a objectivement servi l'un des buts affichés de la politique américaine, qui est de consolider les forces qui luttent contre le gouvernement de Syrie. La plus grande partie des prises de guerre à Mossoul, dont des centaines de véhicules blindés, d'énormes quantités d'armes et de munitions et des centaines de milliers de dollars en liquide, a été renvoyée de l'autre côté de la frontière avec la Syrie qui n'existe plus en pratique.

Le bilan global de la politique de Washington, à savoir lancer une invasion de l'Irak au faux prétexte de combattre le « terrorisme » et soutenir les milices liées à Al Qaïda dans une guerre par procuration en Syrie, a signifié la mort, la mutilation ou le déplacement de millions d'innocents des deux côtés de la frontière.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 13 juin 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca